

Sécurité renforcée aux urgences de l'hôpital de Gonesse

Pauline Conradsson | 08 Oct. 2015, 17h36 | MAJ : 08 Oct. 2015, 17h36



Gonesse. Suite à plusieurs agressions, le personnel s'était mis en grève en juin pour réclamer davantage de sécurité. La direction a pris des mesures. (LP/P.A.)

RÉAGIR

Elle avait promis d'en faire le chantier de la rentrée. Elle a tenu parole. Suite aux grèves du mois de juin et à de nombreuses réunions avec les [syndicats](#), la direction de l'hôpital de Gonesse a pris toute une série de mesures pour améliorer les conditions de travail des urgences. « Tout ça va dans le bon sens, se félicite Mohamed Farid, délégué syndical [CGT](#). On ne va plus travailler avec la peur au ventre, les gens sont plus sereins. » « On sent le personnel remotivé et le climat est constructif », se réjouit Catherine Vauconsant, la directrice. En juin, le personnel dénonçait un problème d'effectifs et un manque de sécurité suite à plusieurs agressions.

La vidéosurveillance renforcée. Dès cet été, la direction a consenti à passer d'un à trois le nombre de caméras de vidéosurveillance dans la salle d'attente du service. « Un mur a même été abattu pour qu'il n'y ait aucun angle mort », détaille le syndicaliste. Des commissions de sécurité ont lieu très régulièrement. Pas moins de quatre sont ainsi prévues dans les quinze prochains jours. Une conférence sur la sécurité animée par des policiers vient également de se tenir.

L'accès aux salles de soin restreint. Deux nouvelles agressions survenues coup sur coup courant septembre ont également précipité certaines décisions (lire ci-contre). Désormais, les salles s'ouvrent toutes à l'aide d'un badge. Et les patients ne peuvent être accompagnés en soins, sauf exception pour les enfants ou les personnes fragiles. « Le revers de la médaille, c'est que cela risque de déplacer les tensions vers l'accueil du service », tempère le délégué syndical.

Un médiateur très prochainement embauché. Son rôle ? Informer les visiteurs de la durée de l'attente ou les accompagnants de l'avancée de la prise en charge d'un proche. Un agent de sécurité est également présent en permanence. Sera-t-il pérennisé ? C'est le point de désaccord entre la direction et les syndicats. « Quelqu'un posté à l'entrée peut contribuer à faire monter la pression, estime la directrice. Des solutions plus structurantes, comme le médiateur, sont préférables. » Pour la [CGT](#), les deux postes sont « complémentaires ».

Les effectifs étoffés. Un infirmier d'accueil est désormais présent 24 heures sur 24. Le nombre de brancardiers est passé de deux à quatre, et une aide-soignante supplémentaire vient prêter main-forte à l'équipe de l'après-midi. « Les remplacements se feront aussi sur la base d'un pour un », se réjouit Mohamed Farid. La plupart des contrats à durée déterminée devraient également être pérennisés en CDI.

Un médecin urgentiste doit arriver courant novembre. « C'est un bon début, mais cela ne suffira pas, relativise Mohamed Farid. Recruter aux urgences est devenu difficile. Et le gros point noir, c'est aussi que le service fonctionne sans chef de service depuis maintenant un an. » « C'est une responsabilité lourde et peu de professionnels ont envie de se lancer », confie la directrice.

Deux nouvelles agressions en septembre

La mise en place des mesures pour améliorer la sécurité du service des urgences de Gonesse a été accélérée par deux nouvelles agressions survenues le mois dernier. Début septembre, un samedi matin, plusieurs employés ont été frappés au sein même de l'hôpital par deux personnes fortement alcoolisées.

Le 19 septembre, c'est un automobiliste qui a percuté volontairement un véhicule de la Structure mobile d'urgence et de réanimation (Smur) de l'établissement, avec une patiente en train d'être soignée à bord. Le chauffard a ensuite pris en chasse le camion jusque dans l'enceinte même de l'hôpital, avant d'être interpellé par les policiers.